

Rencontre du Ministre de l'Agriculture au cœur de l'été : La FSU porte les dossiers dont il doit s'emparer d'urgence

Après avoir rencontré, dès le mois de juin, la Conseillère du Ministre à l'Enseignement et la Recherche puis sa Directrice de Cabinet, la FSU a enfin rencontré ce jeudi 27 juillet Stéphane TRAVERT, nouveau Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. Pour la FSU, ce rendez-vous au cœur de l'été était important compte tenu de l'actualité.

Un collectif budgétaire nécessaire ...

Lors de cette rencontre bi-latérale la FSU a d'abord porté les questions budgétaires et notamment la nécessité dès aujourd'hui d'un collectif budgétaire. En effet si les budgets votés lors de la précédente législature, ont rétabli des emplois, ils sont restés en deçà des besoins réels du Ministère et de l'enseignement agricole public en particulier. Il en résulte notamment une incapacité du service public à répondre à ses obligations d'accueil d'élèves et d'étudiant.es et d'enseignements prévus dans les référentiels de formation pour cette rentrée 2018.

Ce manque de moyens concerne l'ensemble des services du Ministère et notamment les services d'économie agricole et de la sécurité alimentaire pour lesquels la FSU tire la sonnette d'alarme sur les risques qu'ils font peser sur le service public rendu aux agriculteurs et sur la souffrance des agents dans ces services.

Alors que le gouvernement est en préparation du budget 2018 la délégation FSU a également fait part de ses inquiétudes compte tenu des premières annonces de baisses faites à la presse et qui seraient si elles étaient confirmées inacceptables.

Des dossiers statutaires à arbitrer ...

La FSU a rappelé au Ministre que de nombreux dossiers statutaires étaient en suspens dans l'attente d'un arbitrage de sa part : obligations de service des enseignants (avec notamment le devenir des accords obtenus sur les statuts particuliers – ESC, TIM, Doc), revalorisation des agents contractuels, statut des personnels de direction, PPCR et accès à la classe exceptionnelle, CHSCT dans l'enseignement agricole...

Un service public national à défendre ...

La FSU a souligné son attachement au maintien des différentes voies de formation de l'enseignement agricole (formations initiales par voie scolaire et apprentissage, formation professionnelle continue, enseignement supérieur) au sein d'un service public national, comme son refus d'une régionalisation du FEADER.

Une rentrée scolaire sous tension ...

La FSU a dénoncé les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée scolaire 2018. Un premier bilan remontant de quelques régions fait état de problèmes graves : refus d'élèves, problème d'accueil d'élèves ayant échoué à l'examen, suppression d'options, manque de moyens pour les dédoublements, non financement d'enseignements facultatifs, baisse de dotation d'AE, ...

Ces problèmes ont d'ores et déjà poussé des établissements à poser des pré-avis de grève pour la rentrée. La délégation FSU a donc interpellé le Ministre sur l'attention qu'il doit porter d'urgence sur ce dossier.

Des résultats aux examens qui démontrent le problème de la RVP ...

Avec un taux de réussite global de 85,60 % aux examens, Stéphane TRAVERT s'était félicité des bons résultats de l'enseignement agricole. La FSU a tempéré cet enthousiasme en soulignant la baisse des taux de réussite en Bac Pro (83,20 %) et en BTSA (74,70 %) qui cette année encore font la preuve des difficultés que la rénovation de la voie professionnelle continue à faire peser sur les élèves et les étudiants.

Des États Généraux de l'Alimentation ou la FSU prendra sa place.

Enfin la FSU a fait valoir sa place aux États Généraux de l'Alimentation. Forte de ses propres travaux et réflexions sur l'agriculture de demain, les politiques de sécurité sanitaire de l'alimentation, la place du service public pour accompagner les changements, la FSU a rappelé son souhait de participer aux différents ateliers afin de porter la parole des personnels.

Si le ministre s'est montré ouvert au dialogue social, il n'a toutefois pris aucun engagement fort. Il a juste affirmé son attachement au service public et être opposé à plus de transfert aux régions.